

COMMISSION EUROPÉENNE



Bruxelles, le 11.9.2017
C(2017) 6065 final

Monsieur le Président,

La Commission tient à remercier le Sénat pour son avis du 22 novembre 2016 concernant l'adaptation des normes agricoles et de la politique commerciale européenne aux spécificités des régions ultrapériphériques.

La Commission est très consciente de la sensibilité de la situation des régions ultrapériphériques. Elle prend bonne note des remarques exprimées par le Sénat au sujet des produits phytosanitaires, ainsi que de la demande de dispenser d'homologation les phéromones et les extraits végétaux, et en général tous les moyens de lutte biologique, développés et validés par les instituts de recherche implantés dans les régions ultrapériphériques. Les points de vue exprimés par le Sénat dans son avis seront abordés lors de l'évaluation de la législation sur les pesticides, que la Commission conduira en 2017/2018.

En ce qui concerne les accords commerciaux internationaux, la Commission prend dûment en compte la situation socio-économique des régions ultrapériphériques et les préoccupations spécifiques à leurs productions sensibles. Par exemple, un mécanisme de stabilisation pour la banane a été mis en place dans des accords commerciaux signés avec certains pays d'Amérique latine, afin de permettre à la Commission de réagir pendant une période de transition en cas de fléchissement des importations risquant d'affecter le marché européen. Pour ces accords et d'autres, des contingents tarifaires et d'autres alternatives à la libéralisation complète du commerce ont également été appliqués aux produits considérés comme sensibles pour les régions ultrapériphériques comme le rhum ou le sucre. La Commission continuera de le faire chaque fois que cela sera nécessaire sur la base d'une analyse au cas par cas.

La demande d'activer les mécanismes de stabilisation de la banane inscrits dans les accords commerciaux de façon à suspendre automatiquement les droits préférentiels octroyés aux pays tiers dès que les importations en provenance de ces derniers dépassent les seuils de déclenchement fixés ne peut pas être retenue car cela irait à l'encontre des termes négociés avec nos partenaires commerciaux dans les accords mentionnés.

La Commission évaluera, avant le 1er janvier 2019 la situation des producteurs de bananes de l'Union. Si elle constate une grave détérioration de l'état du marché ou de la situation des

*Monsieur Gérard LARCHER
Président du Sénat
Palais du Luxembourg
15, rue de Vaugirard
F - 75291 Paris Cédex 06*

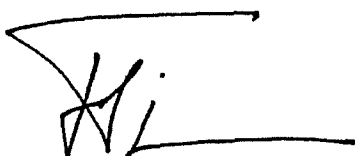
producteurs de bananes de l'Union, une prolongation de la période de validité du mécanisme pourra être envisagée avec l'accord des parties aux accords mentionnés ci-dessus.

Comme elle l'a toujours fait jusqu'à présent, la Commission continuera à tenir régulièrement informés les Etats membres et le Parlement européen du déroulement des diverses négociations commerciales en cours et à dialoguer avec eux sur toute question concernant directement les régions ultrapériphériques dans ces négociations.

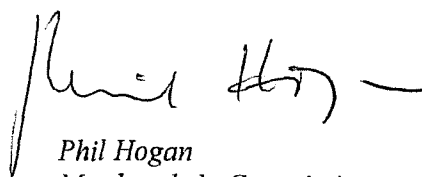
En réponse aux observations plus techniques figurant dans l'avis, la Commission vous invite à consulter l'annexe.

En espérant que ces précisions répondront aux questions soulevées par le Sénat, nous nous réjouissons, par avance, de la poursuite de notre dialogue politique.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



*Frans Timmermans
Premier vice-président*



*Phil Hogan
Membre de la Commission*

Annexe

La Commission a examiné avec soin les questions soulevées par le Sénat dans son avis et souhaite formuler les observations suivantes, qu'elle a regroupées par thème.

En ce qui concerne la demande d'une révision de la législation sur les pesticides, la Commission européenne procède actuellement à l'évaluation complète de la législation concernant les pesticides, notamment le règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, ainsi que le règlement (CE) n° 396/2005 sur les limites maximales de résidus de pesticides. L'évaluation, fondée sur un examen des faits, jugera l'efficacité du cadre réglementaire et si ce dernier permet bien l'accomplissement de ses objectifs, qui sont tout d'abord d'assurer un haut niveau de protection de la santé humaine et de l'environnement. La feuille de route de l'évaluation ainsi que les termes de référence de l'étude externe sont accessibles publiquement en ligne (https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/refit_en). Le résultat de l'évaluation devrait être présenté au Parlement européen et au Conseil à la fin de 2018 et pourrait être suivi de propositions législatives appropriées si cela était jugé nécessaire.

En ce qui concerne la demande d'évaluer systématiquement les effets sur les régions ultrapériphériques des accords commerciaux étant donné la complexité et les limitations techniques des modèles économiques à disposition des services de la Commission, il convient de souligner que les études sur l'impact des négociations commerciales pour le secteur agricole ne fournissent actuellement que des résultats au niveau européen, sans avoir de répartition au niveau des Etats-membres, ni au niveau des régions. Les services de la Commission sont attentifs à l'amélioration des modèles, notamment pour obtenir une répartition plus fine au niveau régional.

En ce qui concerne la production biologique, la Commission européenne tient à formuler les observations suivantes: tous les produits biologiques importés dans l'Union sont produits selon des règles de production équivalentes aux règles de production de l'Union et contrôlés par des organismes de contrôle autorisés par la Commission ou par les autorités des pays tiers équivalents. Dans le cas des pays tiers non-équivalents (République dominicaine, Brésil, etc.), les normes applicables sont les normes des organismes de contrôle reconnus comme équivalents par la Commission et non les normes nationales. Les règles équivalentes, évaluées et approuvées par la Commission, répondent aux mêmes objectifs et respectent les mêmes principes que celles de l'Union par l'application de règles garantissant le même niveau d'assurance de conformité. La Commission, en étroite collaboration avec les Etats membres, assure une supervision continue des organismes de contrôle reconnus par la Commission et les pays tiers équivalents.

La proposition de la Commission de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques prévoit que les organismes qui certifient et contrôlent les produits dans les pays tiers qui n'auront pas d'accords bilatéraux d'équivalence avec l'Union européenne, se soumettent aux règles de production européennes et non plus à l'équivalence. Pendant les négociations avec le Parlement européen et le Conseil, les intérêts des producteurs des régions ultrapériphériques

ont été pris en compte par l'introduction de la possibilité pour la Commission d'autoriser l'utilisation dans ces régions de substances différentes à celles autorisées pour la production biologique dans l'Union européenne pour des raisons climatiques ou en raison des conditions locales et/ou traditionnelles.

Le contrôle et la certification des produits biologiques dans l'Union européenne se basent sur un système de certification tierce partie selon lequel les autorités compétentes délèguent les tâches de contrôle et de certification aux organismes de contrôle publics ou privés. Les systèmes participatifs de garantie (SPG) ne sont prévus ni dans le règlement actuel ni dans le futur règlement. Par contre, le futur règlement prévoit la possibilité de certifier des groupes d'opérateurs, ce qui favorisera les petits producteurs.
